

Vu l'Arrêté du Gouvernement flamand du 20 mai 2016 considérant comme calamité publique les pluies abondantes survenues le 5 juin 2015 sur le territoire des provinces de Brabant flamand et de Flandre occidentale et délimitant l'étendue géographique de cette calamité ;

Vu le fait que la commune d'Ingelmunster n'a introduit une demande de reconnaissance des pluies abondantes que le 24 juin 2016 ;

Vu l'avis supplémentaire de l'Institut Royal Météorologique de Belgique du 7 juillet 2016 relatif au phénomène naturel susmentionné ;

Considérant que l'analyse supplémentaire des données des radars a permis de délimiter la région dans laquelle les quantités de précipitations ont atteint les seuils de 30 l/m² par heure ou de 60 l/m² par 24 heures et que la limite de 30 l/m² a été atteinte ;

Considérant que les pluies abondantes survenues le 5 juin 2015 à Ingelmunster ont dès lors un caractère exceptionnel ;

Vu les informations fournies par les communes au sujet de l'ampleur des dommages causés par ces pluies ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 20 septembre 2016 ;

Vu l'accord du Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Énergie ; donné le 3 octobre 2016 ;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement flamand ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 mai 2016 considérant comme calamité publique les pluies abondantes survenues le 5 juin 2015 sur le territoire des provinces de Brabant flamand et de Flandre occidentale et délimitant l'étendue géographique de cette calamité, est apportée la modification suivante :

Sous le titre « Province de Flandre occidentale », la commune d'Ingelmunster est ajoutée.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre-Président du Gouvernement flamand est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 octobre 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205447]

20 OCTOBRE 2016. — Décret limitant les fermages (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le fermage maximal d'une terre donnée en location est son revenu cadastral non indexé multiplié par un coefficient.

Le fermage maximal d'un bâtiment donné en location est son revenu cadastral non indexé multiplié par un coefficient.

§ 2. L'augmentation du revenu cadastral résultant de la construction de bâtiments ou de l'exécution de travaux par le preneur sur le bien loué n'est pas prise en compte pour la fixation du fermage maximal.

Art. 2. § 1^{er}. Dans l'année d'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement fixe, pour chaque région agricole, les coefficients visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, suivant une méthode qu'il détermine sur base de la moyenne des coefficients des fermages pour chaque région agricole.

Le Gouvernement détermine par ailleurs les régions agricoles visées à l'alinéa 1^{er} en tenant compte de zones d'agriculture homogènes.

§ 2. Chaque année, le Gouvernement actualise les coefficients visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, suivant une méthode qu'il détermine, afin de tenir compte de l'évolution :

1° pour cinquante pourcents du revenu du travail agricole par hectare pour chaque région agricole;

2° pour cinquante pourcents d'un index basé sur l'indice des prix à la consommation.

Le revenu du travail agricole par hectare visé à l'alinéa 1^{er} est le revenu annuel moyen des exploitations évalué selon une méthode déterminée par le Gouvernement en tenant compte du rapport du Réseau d'Information comptable agricole.

Le Gouvernement peut prévoir un pourcentage au-dessus ou en-dessous duquel le coefficient n'est pas modifié.

Art. 3. Le Gouvernement détermine la date à laquelle les coefficients visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, sont publiés au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement peut prévoir un mode de publicité complémentaire.

Ces coefficients s'appliquent aux fermages venant à échéance au cours de l'année civile qui suit leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le bailleur ou le preneur peut demander la révision du fermage d'un bail en cours sur la base fixée à l'article 1^{er} du présent décret et à l'article 4 de la loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages.

Lorsque le preneur demande la révision du fermage d'un bail en cours dont le montant dépasse le maximum autorisé, le bail n'est pas nul, mais le fermage est ramené au montant établi conformément à l'article 1^{er} du présent décret et à l'article 4 de la loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages.

La demande du bailleur en révision du fermage produit ses effets uniquement pour les fermages venant à échéance après la date de notification par envoi recommandé de l'adaptation du fermage.

Dans la mesure où ils dépassent le taux légal, les fermages sont restitués au preneur à sa demande. Toutefois, cette restitution s'applique uniquement aux fermages échus et payés des cinq dernières années qui précèdent la demande. L'action du preneur en restitution de ces sommes se prescrit après un an à compter du jour où il quitte le bien loué.

Art. 5. L'article 1^{er} de la loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages, modifié par la loi du 7 novembre 1988, est abrogé.

Art. 6. L'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 7 novembre 1988, est abrogé.

Art. 7. L'article 3 de la même loi, modifié par les lois des 10 mars 1983 et 7 novembre 1988, est abrogé.

Art. 8. A l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 7 novembre 1988, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « conformément à l'article 2 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « conformément à l'article 3 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « sur la base des articles 2 et 3 » sont remplacés par les mots « sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages »;

4° dans le paragraphe 2, les mots « conformément à l'article 2 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages »;

5° dans le paragraphe 2, les mots « conformément à l'article 3 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages ».

Art. 9. L'article 4^{bis} de la même loi, inséré par la loi du 7 novembre 1988, est abrogé.

Art. 10. L'article 5 de la même loi, modifié par la loi 7 novembre 1988, est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 6 de la même loi, les mots « de la présente loi » sont remplacés par les mots « du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages et de l'article 4 de la présente loi ».

Art. 12. Dans l'article 7 de la même loi, les mots « de la présente loi » sont remplacés par les mots « du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages et de l'article 4 de la présente loi ».

Art. 13. La loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages reste d'application pour les fermages venant à échéance avant la publication visée à l'article 3.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 557 (2015-2016) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 octobre 2016.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205447]

20. OKTOBER 2016 — Dekret zur Beschränkung der Pachtpreise (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - § 1. Der maximale Pachtpreis einer in Pacht gegebenen Länderei ist sein nicht indexiertes Katastereinkommen, das mit einem Koeffizienten multipliziert wird.

Der maximale Pachtpreis eines in Pacht gegebenen Gebäudes ist sein nicht indexiertes Katastereinkommen, das mit einem Koeffizienten multipliziert wird.

§ 2. Eine Erhöhung des Katastereinkommens, die daraus resultiert, dass der Pächter auf dem Pachtgut Gebäude errichtet oder Arbeiten durchgeführt hat, wird für die Festlegung des maximalen Pachtpreises nicht berücksichtigt.

Art. 2 - § 1. Innerhalb eines Jahres nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets bestimmt die Regierung für jedes landwirtschaftliche Gebiet die in Artikel 1 § 1 genannten Koeffizienten, nach einer Methode, die sie aufgrund des Durchschnitts der Koeffizienten der Pachtpreise für jedes landwirtschaftliche Gebiet festlegt.

Die Regierung bestimmt andererseits die landwirtschaftlichen Gebiete nach Absatz 1 unter Berücksichtigung von homogenen Landwirtschaftszonen.

§ 2. Jedes Jahr aktualisiert die Regierung die in Artikel 1 § 1 genannten Koeffizienten nach einer von ihr festgelegten Methode, um die Entwicklung folgender Parameter zu berücksichtigen:

1° für fünfzig Prozent, das Einkommen aus der landwirtschaftlichen Arbeit pro Hektar für jedes landwirtschaftliche Gebiet;

2° für fünfzig Prozent, ein Index, der auf dem Verbraucherpreisindex beruht.

Das Einkommen aus der landwirtschaftlichen Arbeit pro Hektar nach Absatz 1 ist das jährliche Durchschnittseinkommen der Betriebe, das von der Regierung nach einer Methode festgelegt wird, die den Bericht des Informationsnetzes landwirtschaftlicher Buchführungen berücksichtigt.

Die Regierung kann einen Prozentsatz vorsehen, über oder unter dem der Koeffizient nicht geändert wird.

Art. 3 - Die Regierung bestimmt das Datum, an dem die in Artikel 1 § 1 genannten Koeffizienten im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden.

Die Regierung kann eine ergänzende Form der Bekanntmachung vorsehen.

Diese Koeffizienten gelten für die Pachtpreise, die im Laufe des Kalenderjahrs nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* fällig werden.

Art. 4 - Der Verpächter oder der Pächter kann die Anpassung des Pachtpreises eines laufenden Pachtvertrags auf der Grundlage von Artikel 1 vorliegenden Dekrets und von Artikel 4 des Gesetzes vom 4. November 1969 zur Beschränkung der Pachtpreise beantragen.

Wenn der Pächter die Anpassung des Pachtpreises eines laufenden Pachtvertrags beantragt, dessen Betrag den zugelassenen Höchstbetrag übersteigt, ist der Pachtvertrag nicht nichtig, aber wird der Pachtpreis auf den gemäß Artikel 1 des vorliegenden Dekrets und Artikel 4 des Gesetzes vom 4. November 1969 zur Beschränkung der Pachtpreise festgelegten Betrag herabgesetzt.

Der Antrag des Verpächters auf Anpassung des Pachtpreises hat nur Auswirkungen auf die Pachtpreise, die nach dem Datum der Notifikation der Anpassung des Pachtpreises per Einschreibebrief fällig werden.

Insofern die Pachtpreise den gesetzlichen Betrag übersteigen, müssen sie dem Pächter auf seinen Antrag hin zurückbezahlt werden. Diese Rückzahlung ist jedoch nur auf die fälligen und bezahlten Pachtpreise der fünf Jahre, die dem Antrag vorangehen, anwendbar. Die Klage des Pächters auf Rückzahlung dieser Geldsummen verjährt nach einem Jahr ab dem Tag, an dem er das Pachtgut verlassen hat.

Art. 5 - Artikel des Gesetzes vom 4. November 1969 zur Beschränkung der Pachtpreise, abgeändert durch das Gesetz vom 7. November 1988, wird aufgehoben.

Art. 6 - Artikel 2 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 7. November 1988, wird aufgehoben.

Art. 7 - Artikel 3 desselben Gesetzes, abgeändert durch die Gesetze vom 10. März 1983 und vom 7. November 1988, wird aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 4 desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 7. Februar 1988, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "gemäß Artikel 2" durch "gemäß Artikel 1 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "gemäß Artikel 3" durch "gemäß Artikel 1 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 4 werden die Wörter "auf der Grundlage der Artikel 2 und 3" durch "auf der Grundlage von Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise" ersetzt;

4° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "gemäß Artikel 2" durch "gemäß Artikel 1 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise" ersetzt;

5° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "gemäß Artikel 3" durch "gemäß Artikel 1 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 4bis desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 7. November 1988, wird aufgehoben.

Art. 10 - Artikel 5 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 7. November 1988, wird aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 6 desselben Gesetzes werden die Wörter "des vorliegenden Gesetzes" durch die Wörter "des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise und des Artikels 4 des vorliegenden Gesetzes" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 7 desselben Gesetzes werden die Wörter "des vorliegenden Gesetzes" durch die Wörter "des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise und des Artikels 4 des vorliegenden Gesetzes" ersetzt.

Art. 13 - Das Gesetz vom 4. November 1969 zur Beschränkung der Pachtpreise bleibt für die Pachtpreise anwendbar, die vor der Veröffentlichung gemäß Artikel 3 fällig werden.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Oktober 2016

Der Minister-Präsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien,

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung,

E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

Fußnote

(1) Sitzung 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments 557 (2015-2016) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Oktober 2016.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205447]

20 OKTOBER 2016. — Decreet tot beperking van de pachtprizen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. De maximale pachtprijs van een in pacht gegeven grond is zijn niet-geïndexeerd kadastraal inkomen, vermenigvuldigd met een coëfficiënt.

De maximale pachtprijs van een in pacht gegeven gebouw is zijn niet-geïndexeerd kadastraal inkomen, vermenigvuldigd met een coëfficiënt.

§ 2. Verhogingen van het kadastraal inkomen wegens door de pachter op het gepachte goed opgerichte gebouwen of uitgevoerde werken, oefenen geen invloed uit op de maximale pachtprijs.

Art. 2. § 1. In het jaar van inwerkingtreding van dit decreet stelt de Regering voor elke landbouwstreek de coëfficiënten, bedoeld in artikel 1, § 1, vast volgens een methode die zij bepaalt op basis van de gemiddelde coëfficiënten van de pachtprizen voor elke landbouwstreek.

De Regering bepaalt voor het overige de landbouwstreken, bedoeld in het eerste lid, door rekening te houden met homogene landbouwzones.

§ 2. Jaarlijks stelt de Regering de coëfficiënten, bedoeld in artikel 1, § 1, bij volgens een door haar bepaalde methode om rekening te houden met de evolutie :

1° voor vijftig percent, van het inkomen uit de landarbeid per hectare voor elke landbouwstreek;

2° voor vijftig percent, van een index gebaseerd op het indexcijfer der consumptieprizen.

Het inkomen uit de landarbeid per hectare, bedoeld in het eerste lid, is het gemiddeld jaarinkomen van de bedrijven, berekend volgens een door de Regering bepaalde methode, waarbij rekening gehouden wordt met het verslag van het Farm Accountancy Data Network.

De Regering kan een percentage bepalen met een boven- en ondergrens buiten welke de coëfficiënt niet kan treden.

Art. 3. De Regering bepaalt de datum waarop de coëfficiënten, bedoeld in artikel 1, § 1, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Daarnaast kan de Regering nog in een andere bekendmakingswijze voorzien.

Bedoelde coëfficiënten gelden voor de pachtprizen die vervallen in de loop het kalenderjaar, volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De verpachter of de pachter kan om de herziening van de pachtprijs van een lopende pachtovereenkomst verzoeken op de basis, vastgesteld in artikel 1 van dit decreet en in artikel 4 van de wet van 4 november 1969 tot beperking van de pachtprizen.

Wanneer de pachter om de herziening van de pachtprijs van een lopende pachtovereenkomst verzoekt waarvan het bedrag het toegelaten maximum overschrijdt, is de pacht niet nietig, maar de pachtprijs wordt teruggebracht tot het bedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 1 van dit decreet en artikel 4 van de wet van 4 november 1969 tot beperking van de pachtprijzen.

Het verzoek van de pachter tot herziening van de pachtprijs heeft enkel uitwerking voor de pachtprijzen die vervallen na de datum van kennisgeving, per aangetekend schrijven, van de aanpassing van de pachtprijs.

Voor zover ze het wettelijk percentage overschrijden, worden de pachtprijzen op diens verzoek aan de pachter terugbetaald. Die terugbetaling is evenwel enkel van toepassing op de vervallen pachtprijzen die betaald zijn in de vijf laatste jaren voorafgaand aan bedoeld verzoek. De vordering van de pachter tot terugbetaling van die sommen verjaart na één jaar te rekenen van de dag waarop hij het gehuurde goed verlaat.

Art. 5. Artikel 1 van de wet van 4 november 1969 tot beperking van de pachtprijzen, gewijzigd bij de wet van 7 november 1988, wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 november 1988, wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 1983 en 7 november 1988, wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 november 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « overeenkomstig artikel 2 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 1, § 1, van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprijzen »;

2° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « overeenkomstig artikel 3 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 1, § 1, van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprijzen »;

3° in paragraaf 1, lid 4, worden de woorden « overeenkomstig de artikelen 2 en 3 » vervangen door de woorden « op grond van artikel 1, § 1, van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprijzen »;

4° in paragraaf 2 worden de woorden « overeenkomstig artikel 2 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 1, § 1, lid 1, van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprijzen »;

5° in paragraaf 2 worden de woorden « overeenkomstig artikel 3 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 1, § 1, lid 2, van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprijzen ».

Art. 9. Artikel 4 bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 7 november 1988, wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 november 1988, wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 6 van dezelfde wet worden de woorden « van deze wet » vervangen door de woorden « van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprijzen en artikel 4 van deze wet ».

Art. 12. In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden « van deze wet » vervangen door de woorden « van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprijzen en artikel 4 van deze wet ».

Art. 13. De wet van 4 november 1969 tot beperking van de pachtprijzen blijft van toepassing voor de pachtprijzen die vervallen voor de bekendmaking bedoeld in artikel 3.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 oktober 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement 557 (2015-2016) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 oktober 2016.

Bespreking.

Stemming.